

SG/II/GC

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux le onze janvier, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, M COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, Mme. LECEA, M. MASUYER, M. JOLIS, M. LARRIGOLE, Mme. DANRE, Mme JAFFUS, M.ROUGE, Mme. FERRET, M.GARCIA, M. CAUMEIL, Mme.SANTINI, Mme JULIAN, Mme BARRAU-FERRET, M. JULIAN, M.FUMET, Mme. FUMET, M. DENARD, Mme BAROUSSE, Mme COURRIERE-CALMON, M.CASTELEYN

Ont donné mandat :

Mme BENET à M. PUJOL
M PENAIRE à Mme. COURRIERE-CALMON
Mme FABRESSE-ROCA à M. DENARD
M. NOLOT à Mme. BAROUSSE
M.LAVAUD à Mme. JAFFUS
Mme. FITO à Mme. LECEA
Mme DA CONCEICAO à Mme BAROUSSE
Mme BIRKENER à M.FUMET

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 25

Nombre de procurations : 8

Date de la convocation : 5 janvier 2022

Date de l'affichage par extrait : 13 janvier 2022

Secrétaire de séance : M. Michel MASUYER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220111-2022-009-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/01/2022

Affichage : 13/01/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



OBJET : RENOUELEMENT DES CONVENTIONS PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS AVEC LES ASSOCIATIONS

RAPPORTEUR : JEAN-PAUL PUJOL

EXPOSE DES MOTIFS :

La loi du 12 Avril 2000 a rendu obligatoire la signature d'une convention entre les personnes publiques et les associations qui bénéficient d'une subvention de fonctionnement dont le montant annuel dépasse la somme de 23.000 €

Des conventions ont été signées en Mars 2004 et ont été renouvelées par délibérations en date des 13 Décembre 2006, 17 Décembre 2010, du 27 Mars 2013, du 16 décembre 2015 et du 1^{er} janvier 2019 pour une durée de trois ans, entre la Commune et les associations suivantes :

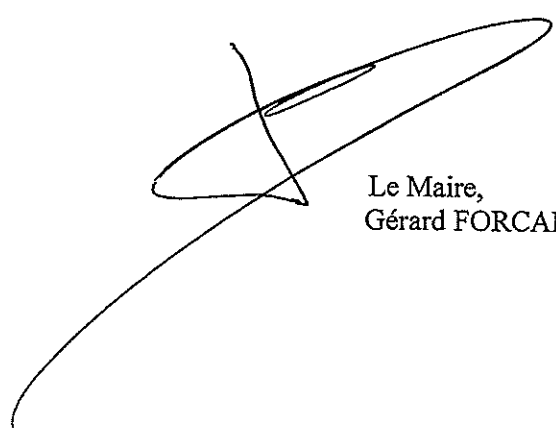
- le FCL XIII
- la Maison des Jeunes et de la Culture.

Je vous propose de les renouveler sur les mêmes bases, pour une autre période de trois ans qui commencera à courir le 1er Janvier 2022, et d'autoriser Monsieur le Maire à les signer

**Sur présentation et proposition de son rapporteur,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Approuve** le renouvellement des conventions d'objectifs sur les mêmes bases, pour une autre période de trois ans qui commencera à courir le 1er Janvier 2022,
- **Autorise** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS



Le Maire,
Gérard FORCADA



Conventions en annexe.

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre

- la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES, représentée par Gérard FORCADA, son Maire en exercice
- et
- la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE, représentée par Mme Isabelle POURGINE, sa Présidente en exercice,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000

Vu le décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément aux orientations données lors des assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative. A cette fin, la Commune accordera notamment une attention toute particulière à la mise en œuvre par l'Association des objectifs essentiels qui sont l'égal accès de tous aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice desdites responsabilités. A cet égard, la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE est l'un des vecteurs principaux de l'animation et de la promotion des terroirs autour de notre Ville.

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, la Maison des Jeunes et de la Culture s'engage à réaliser les programmes d'actions découlant de son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. L'association s'engage également d'organiser diverses actions dans le cadre du Contrat Educatif Local, du Contrat Temps Libre, des Estivades, du Contrat Enfance Jeunesse et dans le cadre de ses activités de Centre International de Séjour.

Pour sa part, la Commune s'engage sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

ARTICLE 2 : Durée

Conçue pour se dérouler sur une durée de trois ans à compter du 1^{er} Janvier 2022, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'Association, un mois après la tenue de l'Assemblée Générale et au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, du compte rendu financier et du bilan. La Commune notifiera chaque année le montant de la subvention.

ARTICLE 3 : Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution de la convention seront notamment suivies et contrôlées par le

Comité de Gestion associant les représentants de la Commune et les représentants de la M.J.C.

Il est bien précisé que toutes les activités organisées par l'association devront s'inscrire dans le plan de communication de la Ville et devront obligatoirement mentionner la participation de la Commune, notamment par l'apposition de son logo sur tous les vecteurs de communication.

ARTICLE 4 : Subventions et conditions de paiement

La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65 du budget de la Commune. Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Si l'association en fait la demande, une avance pourra être consentie par la Commune avant le 31 Mars de chaque année (en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) et la subvention pourra être payée en quatre fois.

ARTICLE 5 : Obligations comptables

L'Association s'engage à fournir chaque année à la Commune le compte rendu financier propre aux actions conformes à son objet social, signé par le Président, ainsi que les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

ARTICLE 6 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Commune des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention, la Commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou remettre en cause le montant des subventions.

ARTICLE 7 : Contrôle

L'Association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Commune de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 8 : Evaluation

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact des actions ou des interventions s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 9 : Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

ARTICLE 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Fait à Lézignan-Corbières, le

La Présidente,

Le Maire,

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre

- la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES, représentée par Gérard FORCADA, son Maire en exercice et
- l'association FCL XIII, représentée par M. Christian LAPALU, M. Philippe ESPELUQUE et M. Alain FABRE, ses Présidents en exercice,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000

Vu le décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément aux orientations données lors des assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative. A cette fin, la Commune accordera notamment une attention toute particulière à la mise en œuvre par l'Association des objectifs essentiels qui sont l'égal accès de tous aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice desdites responsabilités. A cet égard, l'association FCL XIII est l'un des vecteurs principaux du développement sportif et social de la jeunesse de la Commune.

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association FCL XIII s'engage à réaliser les programmes d'actions découlant de son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. La Commune charge l'association FCL XIII qui l'accepte, d'organiser diverses actions dans le cadre de la promotion du rugby à treize. Ces actions concerneront tant le sport de haut niveau que le développement et la promotion dudit sport auprès des jeunes du Pays Corbières Minervois. L'association devra prévoir chaque année l'organisation d'un plan global de formation de la jeunesse. Ce plan devra prévoir des actions de sensibilisation et de formation avec les CFA, Collège, Ecole de Ruby et la section des jeunes du FCL.

Pour sa part, la Commune s'engage sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

ARTICLE 2 : Durée

Conçue pour se dérouler sur une durée de trois ans à compter du 1^{er} Janvier 2022, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'Association, un mois après la tenue de l'Assemblée Générale et au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, du compte rendu financier et du bilan. La Commune notifiera chaque année le montant de la subvention.

ARTICLE 3 : Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution de la convention seront notamment suivies et contrôlées par le Comité de Gestion paritaire associant les dirigeants du Club et la Municipalité.

Il est bien précisé que toutes les activités organisées par l'association devront s'inscrire dans le plan de communication de la Ville et devront obligatoirement mentionner la participation de la Commune, notamment par l'apposition de son logo sur tous les vecteurs de communication. Il est bien précisé que le site Internet et l'association devra intégrer des informations proposées par la commune.

ARTICLE 4 : Subventions et conditions de paiement

La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65 du budget de la Commune. Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Si l'association en fait la demande, une avance pourra être consentie par la Commune avant le 31 Mars de chaque année (en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) et la subvention pourra être payée en quatre fois.

ARTICLE 5 : Obligations comptables

L'Association s'engage à fournir chaque année à la Commune le compte rendu financier propre aux actions conformes à son objet social, signé par les Présidents, ainsi que les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

ARTICLE 6 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Commune des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention, la Commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou remettre en cause le montant des subventions.

ARTICLE 7 : Contrôle

L'Association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Commune de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 8 : Evaluation

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact des actions ou des interventions s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 9 : Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

ARTICLE 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Fait à Lézignan-Corbières, le

Les Présidents,

Le Maire,